

Pour empêcher la nouvelle offensive contre les retraites, dirigeants des syndicats, rompez avec le gouvernement !



Sarkozy a annoncé qu'il poursuivrait ses « réformes », c'est-à-dire les attaques contre les droits des travailleurs et de la jeunesse, quel que soit le vote de la population. À son calendrier, une nouvelle offensive vise à réduire les pensions versées aux salariés, ce qui, en cas de succès, viendrait aggraver le démantèlement entamé en 1993, poursuivi en 2003 et 2007.

DERRIÈRE L'ATTAQUE

CONTRE LES RETRAITES, IL Y A LA RAPACITÉ CAPITALISTE

En France et dans tous les pays capitalistes où la classe ouvrière avait conquis un minimum de droits, les gouvernements successifs rognent les retraites des ouvriers, des employés, des techniciens... en augmentant la durée de cotisation, en reculant l'âge du départ, en diminuant les pensions, en calculant par points... En France, en 1995, le taux de la retraite par rapport au salaire antérieur était de 79 % ; en 2007, il était passé à 72 %.

La cause n'est pas à chercher dans le « trou de la Sécurité », car le total des déficits de tous les régimes reste dérisoire par rapport à celui de l'État et le déficit de la protection sociale est organisé par le refus d'augmenter les cotisations patronales et par la multiplication des exemptions. La raison est encore moins dans la « justice » ou « l'égalité », puisqu'il s'agit toujours d'aligner les pensions non sur les mercenaires de l'armée impérialiste, les « parachutes dorés » ou la retraite des ministres et des présidents, mais toujours sur la règle la moins avantageuse qui frappe des salariés (règle elle-même fixée auparavant par l'État bourgeois).

Les capitalistes et leurs gouvernements tentent de faire payer leur crise aux travailleurs, alors que les groupes industriels licencient en masse et que les groupes financiers spéculent de nouveau à grande échelle. En fait, il s'agit de nous faire travailler plus (plus intensément, plus longtemps) pour gagner moins (quand nous travaillons, quand nous ne trouvons pas d'emploi, quand nous vieillissons). Ceux qui produisent toutes les richesses en obtiennent une moindre part (les salaires nets, les pensions de retraite, les allocations chômage...), tandis que les exploiters et leurs agents dans les entreprises, l'État, les médias, les religions... s'en approprient une plus grande part.

SARKOZY VEUT ASSOCIER LES SYNDICATS

Cela n'a pas empêché les chefs syndicaux de sabler le champagne avec Sarkozy le 15 janvier. Il les a chaudement remerciés pour leur aide :

Notre pays ne s'est pas déchiré parce que nous avons agi vite, ensemble, avec un sens aigu des responsabilités qui sont les nôtres...

De nouveau, les représentants confédéraux se sont rendus au palais de l'Élysée pour la première étape de l'of-

fensive contre les retraites, le « sommet social » du 15 février. De nouveau, Sarkozy a fait appel à eux :

La réforme des retraites est trop importante pour qu'elle ne soit pas conduite de manière concertée, ouverte et sur la base d'un diagnostic partagé.

Le « diagnostic » du Conseil d'orientation des retraites est attendu en avril. Il sera « partagé » car les représentants des syndicats (CGT, FO, CFDT, CFTC, CGC, UNSA) siègent au COR aux côtés du patronat et des « experts » de la bourgeoisie (tous ces gens auront de bonnes retraites, eux). D'ores et déjà, le COR annonce qu'il faudra « réformer » à cause de la « dégradation rapide de la situation financière des régimes de retraite en 2009 et 2010 ».

En attendant, Thibault a préparé l'appareil de la CGT lors du congrès de décembre. Plus question dans le document d'orientation de retour aux 37,5 annuités et aux 10 meilleures années ; contre ces légitimes revendications ouvrières est avancée une « maison commune des régimes de retraite » qui laisse présager le recul pour tous de l'âge de départ, la fin du calcul sur les 6 derniers mois travaillés pour les travailleurs de la Fonction publique, la liquidation des acquis qui restent encore, liés aux différents statuts.

Au lieu de dénoncer les prétentions de Sarkozy à aggraver le sort des salariés, toutes les directions syndicales avalisent la « nécessité de réformer ». Ils font des « propositions » et présentent la prochaine offensive patronale et gouvernementale contre les retraites comme une « discussion » entre « partenaires » : « Nos propositions » (Solidaires), « Le dossier des retraites, dont le gouvernement a choisi le calendrier, va concentrer les attentes » (FO), « Le débat est lancé » (FSU).

LA LUTTE DE CLASSE, LA GRÈVE GÉNÉRALE PEUVENT DÉFAIRE L'OFFENSIVE ET BATTRE LE GOUVERNEMENT

Comme exutoire, les directions syndicales s'approprient à appeler d'ici le vote de la loi réactionnaire à quelques « journées d'action » inoffensives :

Les rendez-vous fixés par le président de la République et les négociations avec le patronat doivent être l'occasion d'apporter des solutions favorables aux salariés. (CFDT, CGT, FSU, Solidaires, UNSA, Communiqué, 16 février 2010)

Seuls des demeurés ou des complices peuvent prétendre que, à partir de « rendez-vous fixés par le président de la République », pourraient surgir « des solutions favorables aux salariés ».

Dirigeants des syndicats, cessez de collaborer avec le gouvernement ! Quittez le COR, rompez avec Sarkozy-Fillon et formez un front uni pour faire échouer l'attaque contre les retraites !

Les grèves de 24 heures à répétition épuisent la mobilisation et protègent le gouvernement : Dirigeants des syndicats, organisez la riposte. Appelez à la grève générale pour bloquer le projet de loi contre les retraites.

Maintien des 60 ans (55 ans pour les travaux pénibles) ! Retour aux 37,5 annuités pour tous et prise en compte des périodes de chômage ! Calcul pour tous sur les 6 meilleurs mois ! Indexation des pensions sur les salaires !